

Ce qu'être libéral signifie vraiment



Mais finalement, "Être libéral", qu'est-ce que cela veut dire ?

Avec Nathalie MP
Meyer

Depuis 4 ans et demi, je tiens dans mon blog « politique » une grille d'analyse libérale. Je plaide pour moins de dépenses publiques, moins d'impôts, moins de subventions, moins de rigidités et réglementations en tout genre, moins d'interdictions, moins de formatages de ce qu'il faut faire, dire ou penser. Je plaide pour moins de dirigisme et de collectivisme. En résumé, je plaide pour moins d'Etat dans nos vies en m'appuyant sur les événements qui se présentent dans notre actualité.

Au fil du temps, tous ces points éparpillés dans plusieurs articles contribueront peut-être à brosser un tableau global explicite du libéralisme. J'ai du reste commencé à réunir quelques éléments importants de la pensée libérale dans la page [« Le Coin des Libéraux »](#) de mon blog.

J'ai aussi tenté de [répondre](#) aux objections. Celle de Charles Beigbeder, par exemple. Se décrivant comme un « *libérateur enraciné* », ce dernier apprécie l'économie de marché, mais rejette le « libéralisme philosophique » qui, selon la compréhension qu'il pense en avoir :

« postule l'équivalence de tous les choix de vie, sans aucune hiérarchie de valeurs ni limite imposée à la démesure humaine. »

Cette vision apocalyptique du libéralisme est assez largement partagée, tant dans les rangs progressistes ([Viviane Forrester](#), [Naomi Klein](#)...) que conservateurs. Un lecteur (que je remercie) a porté à ma connaissance un [texte](#) de Patrice de Plunkett publié récemment sur le site catholique Aleteia.

Pour Plunkett, souhaiter « *de bonne foi* » une réconciliation entre libéralisme et catholicisme, c'est se tromper sur le libéralisme ! Il convient au contraire de se « *libérer du libéralisme* » * pour une raison bien simple – pour ne pas dire bien simpliste, sachant qu'on a affaire à un co-fondateur et ex-rédacteur en chef « culture » du *Figaro Magazine* :

« (Le libéralisme) ne peut tolérer que le profit et le profit maximisé à l'infini : une utopie meurtrière puisque elle conduit à exténuer les ressources et mutiler l'humain. »

Réconcilier les catholiques et le libéralisme est l'une des grandes affaires de mon blog. Je ne me suis pas encore vraiment attelée à la tâche, sauf par petites touches de-ci de-là visant à montrer que Dieu le premier nous laisse libres de le choisir ou non, mais je peux constater tous les jours qu'elle sera colossale. Voilà que je soutiendrais une idéologie « *meurtrière* » qui n'a de cesse de « *mutiler l'humain* » ! Il faut avoir un sens de la bonne foi très particulier pour proférer des énormités pareilles.

Autant les prisons, les famines, les pénuries et les morts de tous les collectivismes sont bien identifiés, et autant certaines de leurs formes affaiblies mais néanmoins appauvrissantes persistent en de nombreux points du globe (le cas du [Vénézuéla](#) est célèbre, j'ai parlé de [l'Afrique du Sud](#) et on bénéficie en France de l'exemple affligeant de la [Guyane](#)), autant le libéralisme, même instillé à faible dose aux quatre coins de la planète depuis le début des années 1980 par cette fameuse « mondialisation » honnie, a laissé sur son passage augmentation de l'espérance de vie, baisse de la mortalité infantile et recul de la pauvreté (graphique).

Voilà pour la mutilation de l'humain. Pour les [profits](#), je conseille la lecture de Ludwig von Mises, et pour l'épuisement des ressources, je renvoie à mon article critique sur l'encyclique [Laudato Si](#) du pape François.

Il n'en reste pas moins que le libéralisme est appréhendé ici de façon quelque peu décousue. Repensant à toutes les objections outrées qu'il soulève, et repensant par association d'idées au passage récent de [Philippe Poutou](#), anti-libéral diplômé, dans l'émission « On n'est pas couché », je me suis demandé ce que je dirais si, participant à une telle émission (ne riez pas de mes idées bizarres !), Laurent Ruquier entamait l'interview par :

Nathalie MP, vous tenez un blog libéral. On aurait presque envie de vous traiter de masochiste, tant le libéralisme n'est pas très bien vu en ces temps de crise économique et de montée des inégalités. D'après Patrice de Plunkett, catholique comme vous, le libéralisme est une idéologie meurtrière. Comme vous ne me faites pas vraiment l'effet d'une meurtrière en puissance, je serais curieux de savoir ce que cela veut dire, pour vous, « être libéral »...

Alors voici le petit pitch que j'ai préparé si une telle occasion se présentait, ou, plus simplement, si j'étais confrontée à brûle-pourpoint à cette question sur le libéralisme :

Je vais commencer avec un exemple qui va sans doute vous surprendre car il ne concerne pas du tout l'économie.

Vous trouvez – hypothèse – que le don d'organes** est une idée géniale qui permet de sauver des vies. C'est parfait, moi aussi je trouve que c'est génial. L'affaire commence cependant à dérapier car vous êtes tellement emballé par cette idée que vous trouvez même qu'il faudrait que tout le monde fasse comme vous. En fait, idéalement, il faudrait obliger tout le monde à donner ses organes, parce que « c'est bien ».

Or il existe des personnes moins enthousiastes, voire carrément hostiles, sur ce sujet. Parmi ces dernières, certaines aimeraient que le don d'organes soit purement et simplement interdit, parce que « c'est mal ».

Vouloir imposer le don d'organes à tout le monde selon votre propre sens du bien et du mal fait de vous un constructiviste progressiste. Ceux qui à l'inverse souhaitent l'interdire sont des constructivistes conservateurs. L'attitude du libéral consistera à dire que la décision doit revenir à chaque personne prise individuellement, pas à quelques « élus » qui s'imaginent savoir pour les autres ce qu'il convient de faire.

Il est possible qu'au fil du temps l'idée des bienfaits du don d'organes gagne de plus en plus de personnes et s'impose naturellement dans l'ensemble de la société, mais ce sera par évolution des décisions individuelles, certainement pas par détermination arbitraire d'un « intérêt général » applicable de force à tous les membres de la société.

La première chose à retenir de cet exemple, c'est que le libéralisme est fondé sur la liberté individuelle. La seconde, c'est qu'un régime politique qui se limiterait à baisser les impôts, et plus largement à organiser un environnement agréable aux entreprises tout en maintenant un contexte coercitif et un ordre moral – progressiste ou conservateur – partout ailleurs, ne serait pas un régime libéral.

Il se trouve que l'Etat est l'entité typique qui pense savoir mieux que vous ce qui vous convient. Ses représentants ne sont pourtant jamais que des humains comme vous et moi. Il n'empêche, ayant déterminé que telle action est « géniale », ils n'auront de cesse de vouloir l'imposer à tous en maquillant leur autoritarisme sous la défroque de l'Etat stratège et sous le faux activisme de politiques dites « volontaristes » et réalisées au nom de « l'intérêt général ».

Dans les faits, l'Etat stratège rime toujours et partout avec copinage, connivence, mauvaise gestion et festival de déficits, la preuve par Areva, la SNCF, la région Poitou-Charente et la sécurité sociale. Les politiques « volontaristes » ne font que refléter la faible adhésion qu'elles suscitent dans la société, au point qu'il faut les imposer pour tenter de les faire vivre. Quant à [l'intérêt général](#), c'est un concept prétentieux visant à noyer les lubies de quelques-uns dans une attente prétendument partagée par tous les citoyens sans exception.

Sur le plan économique, ainsi que j'ai eu l'occasion de l'écrire à plusieurs reprises sur mon blog, le libéralisme n'a rien d'une construction idéologique prédéterminée. Il s'est développé peu à peu à force **d'observations sur ce qui marche et ce qui ne marche pas**. Très vite il est apparu que le protectionnisme et toutes les limites imposées au jeu de la concurrence ne marchent pas, qu'il ne sert à rien de vouloir maintenir à tout prix des activités durablement non rentables, que les exigences réglementaires de l'Etat freinent les échanges et la créativité, que le poids toujours croissant de l'impôt pour satisfaire des rentes ou des trains de vie dispendieux pèse sur le développement économique harmonieux de toutes les classes de la société.

De façon générale, le libéralisme s'oppose à tout pouvoir arbitrairement imposé d'en haut. Il est au contraire question de [démarrer le pouvoir de l'Etat](#) pour laisser chaque individu choisir lui-même son mode de vie, au plan personnel comme au plan économique. Loin de s'imaginer que « tout est permis », le libéralisme considère que l'individu est un être responsable qui respecte l'intégrité des personnes qui ne sont pas lui et celle des biens qui ne sont pas siens. La liberté est totale **dans la limite du respect des droits naturels** que sont la liberté, la sécurité et la propriété. L'Etat est là pour faire appliquer ces principes et veiller au respect du droit et des contrats entre les hommes.

Mais l'Etat n'est pas là pour nous dicter notre conduite de tous les jours. Il est assez curieux de penser que nous sommes encore jugés capables d'acheter une voiture, des vêtements ou de la nourriture – encore que nous ne manquions pas de conseils et d'injonctions en tout genre sur ces sujets, mais que nous serions incapables de choisir une assurance maladie ou une école pour nos

enfants en dehors de ce que l'Etat veut bien nous consentir en ces domaines où il ne brille guère.

L'idée fondamentale du libéralisme, c'est de redonner de l'autonomie et du pouvoir de décision aux individus sur la base de deux constatations : celui qui sait le mieux ce qui lui convient, c'est l'individu ; celui qui agit le plus efficacement, c'est celui qui a un intérêt direct dans l'affaire pour laquelle il agit. Cette ambition n'est ni « meurtrière » ni « démesurée » car elle se déploie dans le cadre du respect des droits naturels que sont la liberté, la sécurité et la propriété.

L'unique limite qui fasse justice à tous les hommes passe par le respect des biens et des personnes, l'unique rôle de l'Etat qui ne constitue pas un abus de pouvoir consiste à la faire respecter.

Plutôt que de nous résigner à être les robots dociles des lubies autoritaires de quelques-uns, qu'il soient progressistes ou conservateurs, ne serait-il pas enthousiasmant de contribuer à l'évolution positive du monde en cultivant nos talents personnels, en usant de créativité et en faisant montre de curiosité dans tous les domaines possibles, dans la limite essentielle du respect des personnes et de leurs propriétés ?